



Référence: ICC-ASP/17/SP/36

Secrétariat - Secretariat

Le Secrétariat de l'Assemblée des États Parties présente ses compliments aux États Parties et, au nom du Président de l'Assemblée, a l'honneur de se référer à sa note ICC-ASP/17/SP/02 datée du 14 mars 2018 et à la résolution ICC-ASP/1/Res.7 sur la procédure traitant de la nomination et de l'élection des membres du Conseil de direction du Fonds au profit des victimes, adoptée par l'Assemblée des États Parties le 9 septembre 2002. Aux termes du paragraphe 4 de la résolution ci-dessus, le Secrétariat souhaite informer les États Parties que, à la fin de la première prolongation de la période de présentation des candidatures, à la date du 11 septembre 2018, l'état des nominations reçues par le Secrétariat était le suivant :

<i>Groupe régional</i>	<i>Nom du candidat</i>	<i>Nationalité</i>
États d'Afrique	Mme Mama Koite Doumbia	Mali
États d'Asie et Pacifique	M. Sheikh Mohammed Belal	Bangladesh
États d'Europe orientale	-	-
Groupe des États d'Amérique latine et des Caraïbes	M. Felipe Michellini	Uruguay
États d'Europe occidentale et autres États	Mme Arminka Helić	Royaume Unie

Comme indiqué dans le tableau ci-dessus, le nombre de candidates reste moindre comparé au nombre de sièges. Conformément au paragraphe 4 de la résolution ci-dessus, la période fixée pour la présentation des candidatures des membres du Conseil a été prolongée jusqu'au mardi 25 septembre 2018 (heure de l'Europe centrale).

Les candidatures doivent être communiquées par la voie diplomatique au Secrétariat de l'Assemblée des États Parties, Cour pénale internationale, Oude Waalsdorperweg 10, 2597 AK La Haye, Pays-Bas (ou également par télécopie : +31 70 515 8376 ou par courriel : [asp@icc-cpi.int](mailto:asp@icc-cpi.int)). Si cela est possible, le Secrétariat de l'Assemblée aimerait recevoir une version électronique de la candidature et des documents qui l'accompagnent.

D'autres informations sont disponibles sur le site Internet de la Cour ([www.icc-cpi.int](http://www.icc-cpi.int)), dans la rubrique «Assemblée des États Parties».

La Haye, le 12 septembre 2018